

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Écoles publiques conventionnées : l'État y enverrait désormais des élèves

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

FAVORISER l'accès des jeunes gabonais aux écoles publiques conventionnées (EPC). C'est l'ambition poursuivie par le gouvernement à travers la signature le 26 janvier passé d'un accord de partenariat intergouvernemental (AIG) relatif aux EPC entre le ministre gabonais en charge de l'Éducation nationale, Pr Patrick Mouguiama-Daouda, et l'ambassadeur,

Haut représentant de la France au Gabon, Alexis Lamek. C'était en présence de plusieurs invités dont des parlementaires français en mission au Gabon.

La concrétisation dudit accord illustre donc la volonté des deux gouvernements de favoriser la transformation qualitative de l'organisation et du fonctionnement de ces établissements scolaires pilotes. Pour Patrick Mouguiama-Daouda, la vision du gouvernement gabonais au profit des EPC est "de favoriser l'accès à ces écoles des jeunes



Parties gabonaise et française lors de la signature de l'accord sur les EPC au ministère de l'Éducation nationale.

gabonais". "Ainsi l'État pourrait y envoyer des élèves et prendre en charge leur scolarité, comme cela se fait pour les établissements privés reconnus d'utilité publique", a encore souligné le chef du département ministériel de l'Éducation nationale, soucieux d'une mixité sociale harmonieuse comme na-

guère où nos établissements publics accueilleraient et scolariseraient des jeunes français.

Une vision également partagée par le diplomate français qui a rappelé pour sa part que " les EPC offrent la garantie d'un enseignement de qualité. Elles accueillent surtout une grande

diversité d'élèves, issus de nombreux milieux".

Rappelons que les EPC accueillent actuellement 2 400 élèves de diverses nationalités dont des Gabonais et 400 jeunes français dans 6 établissements situés dans 4 communes et 3 provinces du Gabon.

Religion: l'œcuménisme à l'ère du Covid-19

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

PASSÉE sous silence depuis deux ans en raison des restrictions dues à la lutte contre le Covid-19 dans notre pays, la célébration cette année de la semaine de prière pour l'unité des chrétiens prévue pour se tenir du 18 au 25 de ce mois, sous le thème " Nous avons vu son astre à l'Orient et nous sommes venus lui rendre hommage " n'a pas connu son faste habituel.

L'évènement a simplement été marqué lundi dernier par des retrouvailles autour d'un repas et d'une communication organisés à la paroisse de Gros-Bouquet de Libreville entre les chrétiens protestants de ladite église et les croyants catholiques de la paroisse Saint André.

Une occasion saisie par le premier responsable de la paroisse

du Gros-Bouquet, le révérend pasteur Rostand Essono Ella, pour faire le bilan de l'œcuménisme au Gabon, dont les avancées enregistrées reposent entre autres sur la célébration des mariages œcuméniques (unions entre chrétiens catholiques et protestants). Mais des défis majeurs restent à relever. Il s'agit notamment du changement de mentalité des chrétiens qui combattent encore l'œcuménisme, l'islamisme belliqueux, etc.

Pour sa part, le curé de la paroisse Saint André, Mgr Ruffin Mbougou, est revenu sur le thème de ladite célébration. Lequel est perçu, selon lui, comme une invite à tous " à être des astres de lumière les uns pour les autres pour conduire nos frères et sœurs vers Jésus qui est le sauveur. Autrement dit être des témoins de lumière qui conduisent non pas n'importe où mais à Jésus qui est venu pour nous sauver ".



Une vue des chrétiens catholiques et protestants lors de la rencontre à la paroisse de Gros-Bouquet.

CSAIG : congrès en vue

ENA
Libreville/Gabon

L'INFORMATION a été rendue publique mardi 25 janvier à la mosquée Hassan-II lors d'une réunion des membres du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG) qui présentaient leurs condoléances à Ali Akbar Onanga Y'Obegue, conseiller spécial du raïs de la communauté musulmane du Gabon, qui vient perdre un être cher : sa mère. C'est dans la foulée de cette rencontre présidée par le président du CSAIG, imam Ismaël Ocen Ossa, que le conseiller spécial Ali Akbar Onanga Y'Obegue a fait lecture officielle à l'assistance de la note du raïs Ali Bongo Ondimba, convoquant la tenue du 4e congrès ordinaire du CSAIG, adressée au président de cette institution religieuse. Ces assises, réclamées à cor et cri par certains membres de la communauté, et qui n'ont pu



Une phase de la réunion des membres du CSAIG dans une annexe de la mosquée Hassan-II.

se tenir à date simplement à cause d'un contexte sanitaire peu favorable sont donc prévues, sauf cas de force majeure, du 11 au 13 février prochains. Les présidences du congrès et du comité d'organisation ont été respectivement confiées par le raïs à Abdu Razzaq Kambogo et à Ismaël Ikapi-Ikapi. Les travaux préparatoires étant prévus du 31 janvier au 10 février 2022. Ce congrès sera véritablement

"le moment de dire tout ce que nous avons à dire et d'émettre des propositions concrètes pour le grand bien de cette communauté", a recommandé le président du CSAIG. Non sans rappeler les progrès prodigieux réalisés par la communauté musulmane depuis le dernier congrès, notamment en termes d'infrastructures scolaires ouvertes et profitables à toute la communauté nationale.